RÉFLEXION

L'islam qu'on aime

L'Algérie a pris en main sa destinée en 1962, avec une seule idée dans sa besace, le nationalisme. Cette idée a tendu son peuple entre les années 1930 et 1960, et l'a suffisamment motivé pour l'amener à se libérer de la domination coloniale. Mais le nationalisme n'est pas une source de motivation éternelle. Avec les échecs, les déceptions et les abus accumulés depuis l'Indépendance, ce sentiment s'est distendu jusqu'à ne plus lier le peuple à l'Etat.

Photo : DR

Par Noureddine Boukrouh
noureddineboukrouh@yahoo.fr

Ce que le peuple avait espéré de l'Indépendance, c'était un peu de liberté, de dignité, de justice sociale et de respect de sa personnalité. Il pensait que ses dirigeants, issus d'une glorieuse Révolution, à laquelle ils s'identifiaient dans leurs discours, étaient de braves gens attachés au service de la nation, jusqu'à ce qu'il découvre au fil du temps des évènements et des révélations qu'ils n'étaient pour la plupart que des despotes incompétents, mégalomanes ou soucieux de leurs seuls intérêts. Dans les années 1970, le désenchantement commença à s'installer. Le peuple aspirait de plus en plus ouvertement à autre chose qu'à la révolution agraire, à un renouveau qui le remotiverait et établirait dans le pays un ordre social et moral plus juste. C'est dans ces années-là que l'islamisme a fait son apparition.

Dans les précédentes contributions, je me suis évertué à mettre en évidence que l'islamisme était le produit de la culture théocratique diffuse dans l'esprit des peuples. Quinze ans auparavant, j'avais essayé de démontrer dans un livre (*L'Algérie entre le mauvais et le pire*, 1997) qu'il était une idéologie populiste plongeant ses racines dans notre lointain passé, et que son empreinte sur les esprits a été plus forte que les acquis politiques, sociologiques, économiques et culturels accumulés au contact du monde moderne avant et après l'Indépendance. La victoire électorale des islamistes en Tunisie, au Maroc et en Égypte est venue conforter cette thèse que j'avais restreinte à l'Algérie parce qu'elle venait de connaître ce que les révolutions arabes ne connaîtront que vingt ans plus tard.

Que ce fut pour s'opposer à une invasion extérieure ou se soulever contre le despotisme, ce sont les hommes de religion qui ont le plus souvent pris la tête du mouvement. Parmi eux, il s'est souvent glissé des oulémas ignares ou des charlatans tenaillés par la soif du pouvoir, la vengeance ou la revanche sociale. Instruits de la propension de leurs peuples à la crédulité, de leur inclination au sacré et au sentimentalisme (ce sont eux d'ailleurs qui y président), ils savent d'instinct avec quel discours et avec quels accents eschatologiques les tenir. Ils veillent aussi aux apparences, sachant qu'il est plus payant de se présenter aux foules sous les traits d'un savetier ou d'un saint que sous les apparences d'un esprit rationnel. Tout au long de son histoire, le Maghreb a connu une série de *da'îya* (prédicateurs) surgis du néant pour se répandre en violents réquisitoires contre l'injustice, l'immoralité et l'abandon de la religion, prôner le «retour aux sources», puis lancer les foules à l'assaut de l'Etat qu'ils appellent à remplacer par «l'Etat islamique» qui saura instaurer, lui, l'égalité, la justice et le règne de l'Islam. Une fois le pouvoir à terre, ils installent à sa place une autre dynastie contre laquelle un autre «cheikh» ou «mahdi» ne tarde pas à s'élever, avec les mêmes arguments, et ainsi de suite.

Il y a douze siècles, c'était Maysara, un porteur d'eau d'obédience kharédjite, qui levait une armée populaire pour la jeter contre la première dynastie arabe installée au Maghreb (les Aghlabides). La victoire acquise, il s'autoproclame calife. Puis c'est un autre *da'i*, Abou Abdallah, chiite ismaélite, que des Algériens Kotamas ont ramené avec eux d'un pèlerinage à La Mecque pour leur enseigner le «vrai Islam», qui établit le califat fatimide sur les ruines du royaume rostémide. Ce sera ensuite le tour d'un Mozabite, Abou Yazid, dit «l'homme à l'âne», de prêcher le djihad contre le califat fatimide. Un historien de l'époque, Ibn Hammad, écrit à son sujet : «C'est un bâton à la main, vêtu de laine grossière et avec le seul titre de cheikh, qu'il avait commencé à prêcher l'insurrection. Plus tard, il adopta les habits de brocart et ne monta plus que des chevaux de race… Encouragés par sa cruauté, les Berbères de son armée massacraient sans pitié ceux qui tombaient en leur pouvoir» (cf. Mahfoud Kaddache in *L'Algérie médiévale*). Puis ce sera Ibn Toumert, fondateur de la dynastie almohade (via la descendance d'Abdelmoumen) qui importera d'Orient les idées achaârites qui alimentent à ce jour le discours islamiste. S'étant proclamé *mahdi* en 1121, il s'engage dans une action de *da'wa* visant à faire tomber la dynastie almoravide qui régnait sur le Maghreb. Il disait : «Obéir au *mahdi*, c'est obéir à Dieu», et ceux qui ne le faisaient pas étaient punis de mort, comme l'étaient ceux qui n'accomplissaient pas régulièrement la prière. Il avait interdit que les femmes puissent se mêler aux hommes dans la rue, et les frappait lui-même en cas de transgression.

Depuis, je ne passais plus pour un islamiste modéré, ni pour un laïc, mais pour un «agent du DRS». Vingt ans après ces évènements, je remercie Dieu, d'un côté, et l'Histoire, de l'autre, parce qu'elle a montré que je n'étais pas dans l'erreur.

Nos ancêtres, les Berbères, ont de tout temps été sensibles aux idées rigoristes, n'aimant pas la richesse, le luxe et l'opulence. Ils ont pris part à tous les mouvements de rébellion et à tous les schismes religieux qui ont éclaté dans la région (Circoncellions et Donatistes sous les Romains, chiites et kharédjites sous l'Islam), comme ils ont suivi l'imam Ibn Rostom, l'imam Yacoub, l'imam Obeïdallah, le cheikh Abou Yazid, etc. Sous l'occupation coloniale, ce seront aussi des hommes de religion qui guideront les principales révoltes en Libye, avec le grand et noble Omar al-Mokhtar, et en Algérie avec l'Emir Abdelkader, Boumaza, Boubaghla, cheikh al-Haddad, al-Mokrani et Bouamama. Et lorsqu'apparaîtra, au XXe siècle, dans notre pays le Mouvement national pour combattre le colonialisme, on verra les zaïms remplacer les cheikhs dans la conscience populaire, tenant à se parer des mêmes atours que les cheikhs et à s'entourer de la même ferveur. Des poils de la barbe de Messali Hadj sont encore détenus, paraît-il, par des familles algériennes qui les conservent comme de précieuses reliques. Avec l'émergence du courant islamiste à la fin des années 1980, c'est encore une fois le retour aux *da'iya*, aux *chouyoukh* et aux «émirs», et l'inévitable incitation au soulèvement contre l'Etat «*taghout*» à la place duquel il convient d'installer, comme de juste, l'Etat islamique. Remémorez-vous le paysage politique algérien d'il y a vingt ans, et considérez l'actuel : combien de Maysara et d'«homme à l'âne» pouvez-vous dénombrer : une dizaine ? Une vingtaine ? Il faut prendre garde néanmoins à ne pas se laisser abuser par le costume alpaga ou la cravate, ce sont des tenues de travail, des tenues de camouflage.

A qui la faute de ce qui arrive actuellement dans le monde arabe ? Aux peuples «que le bendir rassemble et que le gourdin disperse», comme disait Ben Badis en son temps, ou aux cyber-complots ? En ce qui nous concerne, on peut trouver des circonstances atténuantes : certes, à l'époque de la colonisation, nous étions analphabètes dans notre immense majorité, et les moyens mobilisés par l'Association des oulémas algériens ne pouvaient pas suffire à éduquer toute la population. L'administration coloniale, de son côté, finançait les «œuvres» du maraboutisme. Mais l'effort accompli en matière d'enseignement (à distinguer de l'éducation) par l'Algérie indépendante n'a pas changé fondamentalement la donne : aux premières élections libres, l'islamisme a raflé la mise. S'agissant de la Tunisie, qui eut crû que l'œuvre d'enseignement et d'éducation menée par Bourguiba et Ben Ali pendant soixante ans serait balayée en une seule élection organisée au pied levé ? Les Tunisiens transis par les résultats ont tort d'incriminer le Qatar pour son hypothétique appui financier à Ennahda, ou d'invoquer on ne sait quelle irrégularité. Non, c'est venu de l'intérieur, des profondeurs mal sondées du peuple tunisien. Et que dire de l'Égypte où, Coptes mis à part, les électeurs, ont plébiscité à 85% non pas seulement les Frères musulmans, mais tout ce qui portait du vert. Il s'agit de prendre acte que l'islamismania n'est pas née des révolutions arabes, mais leur est antérieure. Cette répétition de l'histoire est trop frappante pour ne pas retenir l'attention et inciter à la réflexion. Autant de coïncidences ne sauraient relever du hasard. Il y a comme un mécanisme derrière ces répétitions et ces similitudes d'une époque à une autre, et d'un pays à un autre.

D'aucuns peuvent penser que je suis en train d'insinuer ces derniers temps que la faute incombe à la religion, et que je suggère son bannissement de la vie publique. Non, ce que je veux dire clairement, sans ambages, c'est que l'islamisme n'est pas l'Islam, qu'il est une perversion de l'Islam, qu'il est une calamité pour l'Islam et les musulmans, qu'il compte à son actif des centaines de milliers de victimes musulmanes en Algérie, en Égypte, en Afghanistan, en Somalie et en Irak, sans compter les victimes relevant d'autres nationalités et confessions tombées dans les attentats. Il a déjà coupé le Soudan et la Palestine en deux, et menace l'intégrité des populations et des territoires de plusieurs pays, et cela, en à peine deux décennies.

L'Islam auquel on croit, l'Islam qu'on aime et auquel on tient, est celui que Dieu a proposé aux hommes comme une *tadhkira* (rappel) des révélations qui l'ont précédé et qu'il est venu clore à jamais, qui reconnaît les autres religions et leurs prophètes, qui leur enjoint à toutes de «s'élever à une parole commune» (Coran), et qui a choisi Mohammad comme ultime Messager sans lui conférer un statut sacré. C'est celui qui enseigne que «tuer un être humain équivaut à tuer l'ensemble de l'humanité» (Coran), c'est celui de ces *hadiths* du Prophète, entre beaucoup d'autres : «J'ai reçu la somme des paroles et j'ai été suscité pour parfaire les vertus les plus nobles» ; «Dans l'Islam, on continuera de pratiquer les excellentes choses *(fadha'el)* du temps de la *djahiliya*» ; «l'Islam intègre ce qui l'a précédé» ; «Vous avez pour mission de faire le bonheur, et non le malheur des gens» ; «Ce qu'il y a de plus doux en votre religion est ce qu'il y a de meilleur» ; «Instruisez bien vos enfants car ils vivront d'autres temps»… C'est celui mis en œuvre par le Prophète dans ses rapports avec les musulmans et les non-musulmans, et illustré par de nombreux exemples dont voici quelques-uns : un certain Habbar avait provoqué la mort de la fille du Prophète, Zeïneb, en la faisant tomber de son chameau alors qu'elle était enceinte.

Quand il se convertit à l'Islam à la toute dernière minute, le Prophète lui dit : «Va, tout est effacé par ta conversion.» A Wahchi, l'esclave qui a tué Hamza (l'oncle du Prophète) à la bataille d'Ohoud, et arraché son foie pour le donner à la mère de Moawiya, il dit : «Tu es libre, mais épargne-moi ta vue désormais.»

Pourtant, à l'époque des faits, et devant cet acte barbare, il avait laissé libre cours à une fureur toute humaine : «Si je réussis à m'emparer d'eux, je les mutilerai au double de ce qu'ils nous ont fait.» Cette bataille, venant un an après celle de Badr, a été une débâcle pour les musulmans numériquement inférieurs aux Mecquois païens. C'est alors que fut révélé ce verset : «Quand vous tirez vengeance, que la peine que vous infligez soit semblable à l'offense que vous avez subie. Mais il vaut mieux endurer l'offense avec patience.» Dans une autre circonstance, le Prophète dira : «Il vaut mieux pour le chef de se tromper dans le pardon que de se tromper dans la punition.» Ikrima était le fils de l'implacable Abou Djahl. Pourtant, le Prophète le défendra en disant devant ses Compagnons : «Voici Ikrima qui vient embrasser l'Islam. Que personne ne tienne jamais devant lui des propos injurieux à propos de son père.

Au cours des séances du dialogue national ouvert et conduit par le président Liamine Zeroual en 1994, j'étais de tous les participants celui qui s'était opposé le plus fermement au projet de communiqué final, parce qu'il contenait un paragraphe mettant pratiquement sur un pied d'égalité la violence terroriste et la contre-violence de l'Etat.